

Marek EDELMAN, Ghetto de Varsovie. Carnets retrouvés, Avant-propos d'Aleksander Edelman, traduit du polonais par Zofia Lipecka, édition établie par Constance Pâris de Bollardière, Paris, Odile Jacob, 2022, 198 pages, 21,90 €. Emmanuel RINGELBLUM, Les Relations polono-juives à l'époque de la Deuxième Guerre mondiale, Traduit du polonais et du yiddish par Nathan Weinstock et Joanna Kubar, présenté et annoté par Nathan Weinstock et Daniel Tollet, Paris, Honoré Champion éditeur, 2021, 236 pages, 35 €

Audrey Kichelewski

DANS **REVUE D'HISTOIRE DE LA SHOAH 2022/2 N° 216** , PAGES 359E À 375E
ÉDITIONS **MÉMORIAL DE LA SHOAH**

ISSN 2111-885X

ISBN 9782916966250

DOI 10.3917/rhsho.216.0359e

Date de mise en ligne : 25/10/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-d-histoire-de-la-shoah-2022-2-page-359e?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Mémorial de la Shoah.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

NOTES

DE LECTURE

James MCAULEY

The House of Fragile Things. Jewish Art Collectors and the Fall of France

New Haven, Yale University Press, 2020, 288 pages, 23,99 \$

Dans *The House of Fragile Things*, James McAuley, correspondant du *Washington Post Global*, nous fait découvrir l'histoire fascinante et émouvante d'un milieu juif aisé, au sens artistique développé, sur une période qui s'étend de la guerre franco-prussienne de 1870 à la capitulation de la France face à Hitler en 1940. En examinant les récits culturels et historiques de quatre familles (les Camondo, les Rothschild, les Reinach et les Cahen d'Anvers), McAuley éclaire, par des portraits de leurs vies étincelantes et tragiques, le rôle, envahissant mais enchâssé dans la trame historique, de l'antisémitisme, de la violence et du génocide dans l'histoire juive française. Grâce à une minutieuse recherche, tant dans les archives que dans les témoignages oraux, il évalue savamment le rôle des collections d'art, ainsi que le désir d'exercer un contrôle et d'être accepté dans un pays qui se retourne impitoyablement contre les siens.

McAuley commence par une référence au portrait de Renoir intitulé *Mlle Irène Cahen d'Anvers* (1880) : c'est pour lui un point d'ancrage autour duquel il fait pivoter son texte avec maestria. Sur la couverture du livre, ce portrait de leur toute jeune fille, commandé par les Cahen d'Anvers à cet artiste alors prometteur, offre une première illustration de l'identité cosmopolite et résolument française de cette famille d'émigrés. Pour McAuley, l'indolence féminine de la jeune Irène montre l'intégration, le prestige social et la perfection esthétique recherchés par les élites juives auxquelles elle et les siens appartiennent – mais aussi les succès matériels, bientôt diabolisés par l'antisémitisme. Irène atteint un âge avancé, et McAuley relate avec force les drames qu'elle traversa : la perte de son fils Nissim de Camondo, tué en combattant pour la France pendant la Première Guerre mondiale, celles de sa sœur Élisabeth, de sa fille Béatrice (qu'on croyait éloignée d'elle), de son gendre Léon Reinach, et de ses petits-enfants qui furent tous déportés et assassinés à Auschwitz.

En s'attachant aux détails infimes de la vie de ses personnages, McAuley retrace la généalogie de leur expérience juive française depuis les origines de l'antisémitisme pendant la Révolution française. Avoir proclamé « Liberté, Égalité, Fraternité » et été le premier État d'Europe à « émanciper » sa population juive en 1790-1791 ne suffit pas à la France pour considérer les Juifs comme des citoyens égaux en droits aux autres Français. L'ouvrage suit la progression de cette défaillance : l'humiliante défaite de 1871 dans la guerre franco-prussienne, négociée par Alphonse de Rothschild, le patriarche de la banque, dans sa demeure du château de Ferrières, annonçait une ère nouvelle au cours de laquelle les Juifs allaient devenir le bouc émissaire

de l'instabilité politique et du capitalisme financier. De fait, dévoile McAuley, même après que Moïse de Camondo, Louis Cahen d'Anvers et la banque Rothschild eurent facilité le prêt d'urgence qui évita la fermeture de la Bourse de Paris en 1882, les théories antisémites du complot perdurèrent. L'affaire Dreyfus, calomnieusement alimentée par Édouard Drumont, critique d'art mondain et antisémite, porta à son paroxysme le discours qui « considérait les Juifs comme des hérauts de la corruption financière ». L'auteur met en scène des fantômes provenant des pages de Drumont et de Proust en conversation avec les frères Reinach, qui défendent laborieusement Dreyfus. Ainsi dégage-t-il les luttes déterminantes que ces personnes menèrent pour être acceptées : être juif, être français, être.

Être ou ne pas être – ou être un mensonge esthétique face à Drumont qui, dans *La France juive* (1886), étend ses diatribes antisémites au monde de l'argent. Après avoir stigmatisé l'exotisme et l'imposture des Rothschild à travers leur château de Ferrières, Drumont établit une analogie entre le sens juif de « l'acquisition, de la possession » et un acte violent. Cette critique corrosive de même que le discours similaire du journaliste antisémite Léon Daudet constituent le cœur de l'enquête de McAuley. Le livre se lit en grande partie comme un roman policier mené sur deux fronts : alors que l'analyse historique porte sur la fin de siècle, puis sur l'élite parisienne pendant la guerre, l'auteur entremêle un examen critique de la civilisation matérielle et des collections d'art des Juifs. De toute évidence, sa plus grande réussite réside dans sa description nuancée du processus d'encensement et de condamnation simultanés dont les élites juives faisaient l'objet. En examinant leurs collections, il soutient que les références, styles et ambitions de leurs resplendissants tableaux, objets d'art et châteaux illustrent le désir à la fois de contrôler la perception du beau et d'afficher la compatibilité entre francité et judéité. Dans le Paris de la fin du siècle, cette aspiration se faisait jour à travers des collections dans lesquelles s'associaient l'art de l'ancien régime et des œuvres néoclassiques aux thèmes idylliques, montrant comment ces Juifs s'identifiaient à la nation française et à son prestigieux passé. Peut-être appartenaient-ils à ce monde prestigieux : ces familles « prenaient les eaux à Vichy, suivaient les courses à Deauville et passaient l'hiver à Biarritz ». Lorsque la Première Guerre mondiale éclata, le sentiment d'appartenir à la société s'exacerba chez les Juifs français. Les fils Rothschild combattirent des deux côtés, et Nissim de Camondo, le fils de Moïse, servit courageusement dans un escadron de reconnaissance de l'armée de l'air française – son avion fut abattu derrière les lignes ennemies et Nissim perdit la vie. L'antisémitisme s'intensifia. Son père liquida ses affaires et prit une nouvelle direction : « Désormais, précise McAuley, Moïse se consacrerait à ses collections. » La seconde moitié du livre porte logiquement sur les collections de trois de ces personnalités : Moïse de Camondo, Théodore Reinach et Béatrice Éphrussi de Rothschild. McAuley se complaît dans la description de leur univers esthétique, éclatant et somptueux, cantonné en grande partie dans les demeures

haussmanniennes du XVI^e arrondissement de Paris ; il suffirait de tendre la main pour toucher un candélabre rococo de Moïse de Camondo, des fresques et mosaïques grecques de Théodore Reinach, et des boiseries antiques de Béatrice Éphrussi de Rothschild. En parcourant leurs intérieurs, McAuley appréhende leurs ambitions publiques et privées. Pour Moïse, c'était la vision d'un héritage matériel de « Louis XV à XVI » et une fascination pour l'origine royale. L'auteur émaille son récit d'anecdotes vivifiantes et divertissantes : en 1913, Moïse fait l'acquisition d'une table chiffonnière de Madame de Pompadour – mais il n'y avait guère de chances que cette table lui ait jamais appartenu et sans doute s'agissait-il d'une contrefaçon. En revanche, Théodore Reinach affectionnait, au début du xx^e siècle, « l'esprit grec ». Sa villa Kérylos, qu'il fit construire autour d'un péristyle grec, illustre sa poursuite des idéaux platoniciens du beau intégrés dans son monde juif d'élite. Béatrice Éphrussi de Rothschild, rentière confrontée à un divorce et à la mort de son père, manifesta une indépendance toute féministe en prenant le contrôle des objets et des meubles de « style Rothschild ». Inspirée de l'image d'un navire immobile, ornée des plus beaux miroirs en trumeau, sa villa Île de France était un florilège d'opulence, de culture et de matérialité ; elle manifestait pourtant aussi « la révolte d'une femme contre tout cela ».

Aujourd'hui, nous pouvons encore nous confronter à ces sites de mémoire, symboles des rêves et aspirations de leurs fondateurs juifs, et désormais musées français. Avec talent, McAuley campe ces rêves complexes et brise nos cœurs en racontant leur fin. Le vœu d'être des Juifs français fut anéanti par l'invasion nazie en 1940 qui trouva un allié complaisant dans le régime de Vichy. Particulièrement émouvant fut le sort de Béatrice de Camondo qui, jusqu'à ses dernières années, s'accrocha à sa francité. L'implacable antisémitisme français la réduisit alors à une seule étiquette, et rien de plus : juive. Elle fut déportée à Drancy, puis à Auschwitz où elle mourut en janvier 1945, environ deux semaines avant la libération du camp par les Soviétiques. Volé par les nazis en 1941, le portrait emblématique de sa mère, Irène Cahen d'Anvers, peint par Renoir, arriva au point de collecte central de Munich. McAuley souligne que la mort de Béatrice détruisit sa « maison des objets fragiles » : Irène mena un combat juridique pour récupérer le portrait, invalidant les revendications de Béatrice pour la toile qu'elle chérissait tant. L'ayant récupérée en 1946, elle la vendit à Emil Bührle, un marchand d'armes suisse qui avait fourni des munitions aux nazis pendant la guerre. La micro-histoire retracée par McAuley guide, brise, dévaste, émeut, inspire – et aujourd'hui, dans les musées et archives, nous poursuivons l'analyse de la provenance de ces objets fragiles.

Sreya Pinnamaneni et Emmanuelle Polack

Laurent JOLY

La rafle du Vél d'Hiv. Paris, juillet 1942

Paris, Grasset, 2022, 400 pages, 24 €

Avec *La Rafle du Vél d'Hiv*, Laurent Joly propose une mise au point salubre, étayée par des années de recherche sur l'antisémitisme, la Shoah en France et le rôle de l'État français dans la persécution et la déportation des Juifs. À l'heure où de tristes débats remettent régulièrement en cause la responsabilité pourtant solidement établie du régime de Vichy dans l'extermination des Juifs de France, il offre une synthèse dense, mais d'une lecture aisée, fondée sur le dépouillement de nombreux fonds d'archives. Assurément, la grande variété des sources mobilisées fait la richesse du propos. Il établit de manière limpide l'histoire de la « grande rafle », mettant au jour l'implication des autorités qui l'ont orchestrée, tout en incarnant, à travers de nombreux exemples, le sort terrible des persécutés. Si l'auteur avait déjà consacré un chapitre à cet événement dans *L'État contre les Juifs*, qui traite de la politique antijuive de Vichy (2018), le présent ouvrage n'en représente pas un simple développement : en suivant, sur la durée de la guerre, le sort de nombreuses familles visées, arrêtées, réchappées, traquées, rattrapées, il en donne à voir les conséquences humaines dans toute leur étendue.

D'emblée, Laurent Joly rappelle quelques faits : la rafle du Vél d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942 a mobilisé 4 500 policiers français qui ont appréhendé 12 884 personnes en moins de deux jours – parmi lesquelles « plus de 8 000 hommes et femmes, Juifs polonais pour la plupart, et près de 4 000 enfants, le plus souvent français » (p. 11). Plus de 5 000 d'entre elles sont gazées à Auschwitz avant la fin du mois d'août 1942, et seule une petite centaine rentre de déportation : « Jamais Vichy n'abandonna plus de Juifs français à l'occupant que le 16 juillet 1942 », annonce ainsi l'historien (p. 12). Le propos s'organise en huit chapitres qui suivent les étapes de la rafle, puis de la traque continuée après les 16 et 17 juillet, et varient les points de vue, en commençant par celui des décideurs, pour montrer ensuite tantôt celui des exécutants, tantôt celui de leurs victimes.

Répondant à la décision du III^e Reich, prise en juin 1942, d'appliquer la « Solution finale » en Europe de l'Ouest – l'objectif fixé est de déporter 90 000 Juifs en trois mois, cette opération est la plus grande de ce type en Europe occidentale. Revenant sur la III^e République finissante puis sur les débuts du régime de Vichy, Laurent Joly rappelle que cette rafle s'inscrit dans une histoire du contrôle et de l'internement des étrangers par l'État qui remonte à l'entre-deux-guerres, ainsi qu'aux mesures d'exception prises à l'encontre des « ressortissants ennemis » au début du conflit. Sans négliger ces continuités, il souligne toutefois le changement de nature introduit par le régime de Pétain, dont les mesures procèdent désormais d'un antisémitisme

à l'horizon criminel. Ce n'est pas la seule spécificité de la « grande rafle » : alors que celles de 1941 avaient été orchestrées par l'occupant, celle de juillet 1942 est organisée par la seule préfecture de police – répondant aux ordres du régime de Pétain qui avait pris l'initiative, dès octobre 1940, d'édicter un premier « statut des Juifs ». Si les pressions allemandes sont réelles, la conviction que l'occupant allait gagner la guerre explique largement ce choix collaborationniste assumé chez le secrétaire général à la police, René Bousquet, comme chez Pierre Laval : il s'agit bien pour eux d'un « pari politique » (p. 56).

Au début de l'été 1942, Bousquet a convenu avec les autorités allemandes de cet objectif : « déporter en trois mois 30 000 à 40 000 Juives et Juifs de 16 à 45 ans, dont 40 % de nationalité française – environ 20 000 de région parisienne, plusieurs milliers [...] de province et quelque 10 000 de zone libre » (p. 57). En étudiant la préparation de cette rafle au plus près des archives, Laurent Joly montre qu'il s'agit d'une « colossale opération bureaucratique » révélant « la faillite de l'État en 1942 », les cadres de l'administration et de la police de Vichy y participant pleinement (p. 58-63). Le « fichier des Juifs », dressé par les autorités françaises à la demande de l'occupant, sert à établir la liste des victimes. De fait, des catégories entières auraient pu être épargnées – certains apatrides, parmi lesquels les dénaturalisés du régime de Vichy, ou encore les parents d'enfants français, les infirmes ou les anciens combattants. L'auteur montre que le zèle bureaucratique en a décidé autrement : alors que les autorités d'occupation ont demandé l'arrestation de 22 000 apatrides en âge de travailler, la préfecture a sélectionné 27 400 personnes, tablant sur 24 000 à 25 000 arrestations. S'ajoutent aux 27 400 individus visés leurs enfants de moins de 15 ans, au nombre de 10 000 environ, mentionnés sur les fiches de leurs parents ; 8 000 de ces enfants sont français. Au-delà de sa nécessaire précision chiffrée, l'une des forces de l'ouvrage réside dans une juste évocation des multiples destinées brisées dans cette histoire. Replaçant la rafle dans la succession des mesures antijuives, l'auteur brosse de nombreux portraits de victimes qui viennent donner corps au récit. Cette attention portée aux individus et aux familles déchirées par les persécutions permet de mesurer l'étendue de la violence physique et morale infligée, avant même l'arrestation et la déportation.

Des pages poignantes donnent une idée du chaos qui règne au Vél d'Hiv et de l'enfer qu'y représente l'entassement de plus de 8 000 personnes à peine nourries et confrontées aux pires conditions d'hygiène. Toutes sont déportées dans les camps de Pithiviers et Beaune-la-Rolande, sauf la cinquantaine des plus malades : eux rejoignent 5 000 autres raflés immédiatement envoyés au camp de Drancy, dans lequel la situation n'est guère meilleure. L'ouvrage consacre d'émouvantes pages aux semaines qui précèdent leur déportation à l'Est, aux suppliques à Pétain demeurées sans réponse, aux tentatives ratées d'évasion, à la déportation de malades après leur hospitalisation et à la petite minorité des échappés et relâchés : quelque 542 individus sur les 13 152 arrêtés entre le 16 et le 20 juillet. Depuis les

camps du Loiret, les déportations commencent fin juillet : d'abord des convois d'hommes, puis de femmes – les enfants restent alors seuls, sauf lorsqu'ils sont étrangers et jugés suffisamment robustes pour être déportés, les fils avec leurs pères, les filles avec leurs mères. Finalement, les autorités françaises décident de déporter ces enfants, français ou non, restés en arrière, avant même que Berlin ne l'ait autorisé. Les plus jeunes sont âgés de 2 ans ; leur arrivée à Drancy est documentée par les estampes de Georges Horan-Koiransky. Séparés de leurs parents depuis des semaines, ils sont ensuite envoyés en Pologne, composant parfois la majorité de convois dans lesquels ils sont mêlés à des adultes qu'ils ne connaissent pas. La France, rappelle Laurent Joly, est le seul pays d'Europe, Allemagne comprise, à avoir soumis les enfants à ce traitement.

Ce livre retrace aussi l'histoire de celles et ceux qui ont échappé à l'opération et « des conditions, éminemment précaires mais finalement salvatrices, ayant permis la survie de la majorité » (p. 14). Les résultats des 16 et 17 juillet étant jugés insuffisants, les autorités françaises continuent en effet de traquer les individus qui ont une fiche d'arrestation établie à leur nom et leur ont échappé. La chasse se poursuivrait bien au-delà du 20 juillet. C'est « la rafle après la rafle » : sur environ 16 000 « adultes » de plus de 16 ans visés par les arrestations et toujours libres au soir du 17 juillet, 4 000 environ sont arrêtés et déportés dans les deux années suivantes, dont près de 1 200 entre le 18 juillet et le 31 août 1942 – il faut ajouter à ce dernier groupe plusieurs centaines d'enfants. D'autres rafles suivent en région parisienne, comme celle de février 1943, qui vise plus de 7 000 Juifs apatrides, parmi lesquels les plus de 55 ans et des infirmes épargnés en 1942, puis encore en mars, juillet et décembre 1943, ainsi qu'en janvier et février 1944 ; entre juin et août 1944, un millier de personnes sont arrêtées par la police parisienne et conduites à Drancy. À l'été 1942, l'État français tente également de systématiser les rafles en zone « libre » alors même que l'occupant n'y a pas autorité. 3 500 Juives et Juifs de zone Sud sont ainsi déportés à Drancy la deuxième semaine d'août 1942 et 6 600 autres arrêtées à la fin du mois. Les vigoureuses protestations de l'opinion conduisent Vichy à renoncer à cette traque en zone Sud : c'est donc qu'il était possible de ne pas céder aux pressions allemandes. Richement illustré, abondamment documenté, attentif à l'articulation entre l'histoire institutionnelle et celle des individus, l'ouvrage de Laurent Joly donne chair à ce terrible événement tout en expliquant avec clarté ses rouages, en particulier l'écheveau complexe des forces mobilisées par l'État français. Les riches citations de correspondances, rapports de police et témoignages, ainsi que la restitution, au fil des pages, du parcours de nombreuses victimes, offrent une plongée sans pareille dans cette histoire tragique, toujours à hauteur d'hommes, de femmes et d'enfants.

Raphaële Balu

Laura JOCKUSCH (dir.)

Khurbn-Forshung. Documents on Early Holocaust Research in Postwar Poland

Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, *Archive of Jewish History and Culture*, vol. VI, 2022, 852 pages, 150 € / open access

Paru en 2022 chez l'éditeur allemand Vandenhoeck & Ruprecht, l'imposant volume de plus de 800 pages présente un ensemble de textes essentiellement issus des travaux de la Commission centrale historique juive de Pologne (*Centralna Żydowska Komisja Historyczna*, ou CŻKH), la plus importante parmi les nombreuses entreprises de collecte de documents et de témoignages initiées en Europe par des survivants juifs au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ces différentes institutions s'étaient donné pour mission de rassembler des preuves et de constituer les archives de ce que les Juifs d'Europe de l'Est appelaient la Catastrophe (*khurbn* en yiddish), cela en vue de traduire en justice les responsables et les exécutants du génocide, d'en écrire l'histoire et d'en transmettre la mémoire.

Dirigée par l'historien survivant Philip Friedman de l'automne 1944 jusqu'à ce qu'il démissionne en mars 1946 et émigre vers les États-Unis, la CŻKH fut fondée à Lublin en août 1944, avant d'être réinstallée à Lodz, puis de devenir en 1947 l'Institut historique juif (*Żydowski Instytut Historyczny*, ŻIH) à Varsovie. Elle comptait cinq antennes régionales ainsi que des commissions satellites, dont la principale fut la commission historique de Munich, co-fondée en novembre 1945 par Israel Kaplan et Moshe Yosef Feigenbaum, venu de la Commission centrale à Łódź. C'est principalement Philip Friedman qui définit les principes de la *khurbn-Forshung*, la « recherche sur la Catastrophe », qui donne son titre à l'ouvrage, discipline nouvelle qui devait éclairer chaque aspect de la Shoah en inventant une méthodologie et des pratiques scientifiques à la mesure de l'événement.

Les résultats de ce qu'on appelle depuis une quinzaine d'années les « premières recherches sur la Shoah » – et, pour désigner plus précisément une partie d'entre elles, la « première historiographie de la Shoah » – ont été largement oubliés à partir des années 1960 et, pour ce qui est des recherches judéo-polonaises, marginalisés en raison de leur langue d'origine (yiddish et polonais). Présentant les textes en langue originale et en traduction anglaise, *Khurbn-Forshung* tente de réparer cet oubli et démontre de façon éclatante le caractère profondément original des méthodologies scientifiques et des pratiques mémorielles alors initiées. Il résulte d'un travail d'édition de longue haleine réalisé par Laura Jockusch, spécialiste dans le champ en plein essor des « Aftermath Studies », qui a publié en 2012 un ouvrage de référence concernant

les initiatives de collectes et de documentation dans l'Europe de l'après-guerre¹. Le livre paru dans la collection « Archive of Jewish History and Culture » est structuré en deux parties. Dans la première, l'introduction de Laura Jockusch (p. 11-74) rappelle les origines et motivations de cette gigantesque entreprise de collecte de sources. Resituant l'histoire de la Commission polonaise dans le contexte plus large des autres entreprises de documentation en Europe, elle retrace son devenir jusqu'à sa transformation en Institut historique juif et le départ de ses membres fondateurs de Pologne en raison de la persistance de l'antisémitisme et de l'influence grandissante du Parti communiste. Le texte expose les lignes de continuité qui, dans l'histoire des pratiques savantes juives depuis la fin du XIX^e siècle, aboutissent à l'invention de méthodes de recherche singulières. Les courants scientifiques développés dans l'entre-deux-guerres entre Berlin – où est mené vers 1920 un des premiers projets de documentation sur les pogroms en Ukraine –, Varsovie, avec l'Institut d'histoire des Juifs de Pologne, et Vilnius au YIVO, avaient déjà pour particularité de s'appuyer sur une méthodologie puisant dans les sciences sociales. La documentation des crimes antisémites s'inscrivait dans une lutte pour la justice et l'égalité des droits, mais conférait également à l'histoire et à la littérature le rôle de relais profane des traditions mémorielles et religieuses.

En continuité avec ces lignes de tradition à la fois scientifiques, militantes et mémorielles, la *khurban-Forschung* se donne pour mission de resituer la Catastrophe au sein de l'histoire des persécutions, tout en prenant acte de la rupture inouïe qu'elle représente, à la fois dans l'histoire juive et dans l'histoire de l'humanité. Comme l'explique Jockusch, cette approche historiographique se fonde sur des méthodes « comme les entretiens, questionnaires, statistiques et essais autobiographiques, tout en prenant en compte la philologie et l'étude du folklore pour étudier les pratiques culturelles » (p. 29). Ces innovations « anticip[ent] des tendances plus tardives des recherches sur la Shoah et prépar[ent] le terrain pour une narration intégrée [...] fondée à la fois sur les sources des exécutants et des victimes » (p. 18). Ce sont toutes ces dimensions que l'on retrouve à la lecture des cinquante documents rassemblés dans la seconde partie divisée en quatre ensembles. Jockusch explique avoir privilégié les sources inédites en puisant dans les archives du ŻIH, laissant de côté les nombreux ouvrages publiés sous l'égide de la Commission.

Le premier ensemble qui porte le titre « Emergence of Jewish Holocaust Research and Its Methodology » (p. 77-261, doc. 1 à 11) réunit des textes essentiellement en yiddish, et majoritairement de la plume de Philip Friedman, présentés selon leur date de rédaction : documents témoignant des activités de la Commission, depuis ses débuts jusqu'au texte-bilan que Joseph Kermisz, devenu le secrétaire-général de la Commission après le départ de Friedman, prononça lors de la grande conférence internationale des centres de documentation organisée par le CDJC fin 1947 à Paris ; exposés plus théoriques de Friedman sur le sens du travail entrepris et articles

1 Laura Jockusch, *Collect and record! Jewish Holocaust Documentation in Early Postwar Europe*, New York et Oxford, Oxford University Press, 2012.

NOTES DE LECTURE

de Friedman, d'Israel Kaplan et de Moshe Feigenbaum, les deux fondateurs de la commission de Munich, publiés dans la presse yiddish à Munich ou Paris.

Le second ensemble de documents (« Research Guidelines, Questionnaires, and Calls to the Survivor Public », p. 264-373, doc. 12 à 21) est une première illustration de la mise en pratique de la *khurbn-Forschung*. Il réunit les appels publics diffusés par la Commission et les questionnaires méthodologiques conçus par ses membres en vue de guider le travail des *zamlers* (« collecteurs » en yiddish, un terme déjà employé dans les années 1920 par le YIVO) qui recueillaient les « témoignages oculaires » (*gvivyes-eydes* en yiddish). Les questionnaires visent à éclairer tous les aspects de l'expérience vécue sous l'Occupation mais témoignent aussi d'un intérêt pour les aspects socioéconomiques, culturels et psychologiques de l'expérience du génocide qui anticipent clairement des tendances actuelles de la recherche comme l'« histoire culturelle » en éclairant la singularité de l'expérience des enfants, la vie culturelle et familiale, le folklore, les pratiques linguistiques.

Le troisième ensemble (« Survivor testimonies », p. 374-620, doc. 20-41) donne un aperçu des témoignages recueillis – plus de 3 000 collectés par la ČZKH – en présentant un échantillon qui tente de rendre compte de la diversité des expériences et des témoins, selon l'âge, la provenance sociale, mais aussi le mode d'expression et la forme du récit. On retiendra particulièrement le témoignage de Karol Tajgman, membre du *Sonderkommando* à Treblinka, qui fut recueilli dès septembre 1944.

Le quatrième ensemble de documents « Research on ghettos and camps » (p. 622-787, doc. 42-50), enfin, rassemble les premières enquêtes sur les camps et les ghettos, textes inédits pour la plupart. Parmi les textes les plus frappants, le texte magnifique écrit par Rachel Auerbach sur Treblinka, le seul qui présente une qualité véritablement littéraire, ainsi que ceux de Josef Kermisz et Nachman Blumental sur Chelmno et Sobibor, ou encore les notes de Jehoshua Szlajenprises au procès de Maidanek, les articles de Blumental et de Yosef Feigenbaum étudiant le vocabulaire nazi et les mutations de la langue dans les ghettos.

Le choix des textes apparaît très centré sur la réflexion et le parcours de Philip Friedman à l'origine du terme même de *khurbn-Forschung*. Il est clair que l'ancien élève de Salo W. Baron était à la fois le plus historien et le plus théoricien de tous les collaborateurs de la Commission. Ses textes révèlent une véritable pensée de l'histoire, théorisant d'une part une historiographie fondée sur un rapport renouvelé aux sources (voir son texte en allemand sur « Les problèmes de la recherche scientifique sur notre dernière Catastrophe » et son extraordinaire panorama des sources pour la recherche sur la Shoah) ; d'autre part, le rôle phare de l'historien dans la transmission de la mémoire et de la culture juives, comme dans le document 7, où Friedman interprète la Shoah comme le « tournant historique » de la destruction du troisième Temple.

La limite de ce choix éditorial est que la singularité des approches des autres membres de la Commission reste à la fois dans l'ombre de celle de Friedman et dans celle de l'historiographie, et ce en dépit du désir, souligné en introduction,

de rendre compte de l'interdisciplinarité des approches développées. On regrette notamment l'absence de textes de Blumental concernant les pratiques linguistiques et littéraires ou de Michel Borwicz et de Joseph Wulf qui ont dirigé l'antenne cracovienne de concert avec Nella Rost – dont l'ouvrage propose pourtant un texte sur la création d'une commission à Stockholm. Tous quatre défendaient une approche des témoignages et de la littérature moins historique que celle de Friedman. Malgré ces limites, il faut avant tout saluer la publication d'un ouvrage essentiel, qui donne enfin accès aux chercheurs qui ne maîtrisent pas le yiddish et le polonais à des textes incontournables pour qui veut comprendre les véritables débuts de l'historiographie et des recherches sur la Shoah.

Aurélia Kalisky

Solliciter la parole. Les collectes dans le monde juif, XIX^e-XXI^e siècle

Colloque du jeudi 19 mai 2022, musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme

Dès 1986, Michel Pollack, dans son article « Le témoignage » (*Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63) mettait au jour la valeur de la parole (sollicitée ou spontanée) comme matériau historiographique. Le colloque organisé le 19 mai 2022 au musée d'Art et Histoire du Judaïsme, coordonné par Malena Chinski (FMS, EHESS), Constance Pâris de Bollardièrre (The American University of Paris) et Simon Perego (Inalco), en partenariat avec le George and Irina Schaeffer Center for the Study of Genocide, Human Rights and Conflict Prevention de The American University of Paris et le CERMOM de l'INALCO, s'inscrit dans cette démarche et poursuit un mouvement initié par deux précédents colloques. Ceux-ci, organisés en 2012 et 2014, portaient respectivement sur les collectes des traditions populaires juives et sur les collectes des écritures de la destruction dans l'aire judéo-polonaise. Cette nouvelle manifestation scientifique proposait de renouveler les savoirs sur ces pratiques documentaires déployées notamment auprès des rescapés de la Shoah, mais aussi d'explorer la diversité des expériences de collecte, dans leurs modalités et objectifs, au sein des mondes juifs européens, méditerranéens et moyen-orientaux. Elle a réuni plusieurs historiens et historiennes et un linguiste, spécialistes des Juifs à l'époque contemporaine dans diverses aires culturelles. En dressant un tableau des pratiques documentaires, allant du YIVO jusqu'aux deux collectes vidéo importantes de la Fortunoff Video Archive for Holocaust Testimonies (Yale University) et de la Visual History Archive (USC Shoah Foundation/University of Southern California), les organisateurs pointent aussi en quoi cette histoire demeure éminemment actuelle, puisqu'elle pose la question des conséquences de la disparition des rescapés de la Shoah, et donc de leurs mémoires et paroles, sur la manière dont l'histoire est écrite.

Le désir de rendre compte de la diversité des projets de collecte développés dans le monde juif a abouti à l'exploration des tentatives de récoltes de témoignages et récits de vie dans les mondes juifs méditerranéens et moyen-orientaux – mettant d'ailleurs en lumière la place de la Shoah à la fois dans les manières de collecter et dans les témoignages mêmes des personnes sollicitées. Dans le cadre d'une enquête sur les langues minoritaires en France en 2005, engagée à l'initiative du ministère de la Culture, le linguiste Pandelis Mavrogiannis (CERNOM/INALCO) a été amené à collecter les témoignages de douze locuteurs du judéo-espagnol à Marseille. Ces entretiens mettent en lumière une tendance tout à fait surprenante a priori puisque, bien que les questions du chercheur portent sur les trajectoires géographiques et sociales des enquêtés et leurs usages linguistiques, beaucoup parmi ces derniers répondent en fait sur leur expérience de la Shoah – expérience de déportation, de sauvetage, ou de résistance, révélant sans doute une demande mémorielle. Valérie Assan (GSRL/EPEHE/CNRS) pointe, pour sa part, la rareté des collectes de témoignages écrits et oraux sur les Juifs du Maghreb, au point qu'il s'agirait d'une « histoire sans paroles ». Elle revient cependant sur plusieurs initiatives de collectes, notamment celles conduites par Robert Attal à l'Institut Ben Zvi, en Israël, dans les années 1960, mais aussi, plus récemment, sur les démarches de recueil de témoignages des Juifs de l'ancien empire ottoman, par exemple via le projet Sephardi Voices. Nadia Malinovitch (Université de Picardie–Jules-Verne, GSRL/EPHE/CNRS) – dont la présentation a été lue, en son absence, par Simon Perego – défend, elle, que l'histoire des Juifs en terre d'Islam a été relue au regard de la Shoah. Elle analyse par exemple le cas du *Farhoud* (émeute antijuive en arabe) irakien de 1941, dont les archives sont souvent placées dans des fonds sur l'histoire de la Shoah en Israël, et qui est assimilé, dans de nombreux témoignages, à la Shoah.

La seconde partie du colloque a été consacrée au renouvellement des connaissances sur les démarches de collecte de données dans des contextes de violences antijuives en Europe de l'Est et de l'Ouest. Thomas Chopard (CREE/INALCO, Centre d'études franco-russe de Moscou) a rendu compte des démarches de recueil de la parole des victimes des pogroms de la guerre civile russe (1917-1923), notamment par les comités juifs d'aide aux victimes des pogroms. Ce dernier signale que ces démarches de collecte de témoignages s'inscrivent dans un éventail d'action plus large (d'assistance immédiate, de documentation et de médiatisation des violences). Mais aussi qu'ils servent des objectifs très précis de documentation des massacres et de publicisation des témoignages afin de mobiliser les autorités politiques ukrainiennes, russes et internationales. Or, ici, les témoignages sont co-construits par les délégués des comités, homogénéisés et retranscrits en russe pour faciliter leur diffusion – bien que la majorité des victimes juives soient yiddishophones. L'intervenant pointe d'ailleurs les angles morts de ces démarches de collectes, qui invisibilisent les divisions politiques du temps et ne rendent pas compte des violences sexuelles subies par les victimes (cent mille femmes sont victimes de viols pendant les pogroms, soit une

sur douze). Laura Hobson-Faure (Université Paris 1–Panthéon-Sorbonne) est revenue pour sa part sur la collecte de témoignages auprès d'enfants réfugiés d'Allemagne et d'Autriche, évacués en France par des *Kindertransport* dès 1938. Plus précisément, elle a cherché à montrer comment des éducateurs du château de La Guette (qui accueillit de nombreux enfants juifs allemands de 1939 à 1941), ont sollicité ces derniers pour écrire des carnets biographiques et dessiner. Cette démarche de sollicitation de la parole (donc non-spontanée et co-construite, à l'instar des récits de victimes de pogroms analysés par Thomas Chopard) contribue à la fois sans doute à atteindre un objectif thérapeutique mais aussi à faire une expérience pédagogique (les deux éducateurs en question étaient initiés aux méthodes psychologiques et l'un d'eux publia d'ailleurs une thèse à partir des données recueillies). L'analyse de onze de ces témoignages et de dessins met d'ailleurs au jour l'intersubjectivité des enfants, qui écrivent sans doute aussi ce qu'on attend d'eux dans la peur d'être renvoyés auprès de leur famille. Zoé Grumberg (IEP de Toulouse) a exploré l'initiative documentaire de David Diamant, militant juif communiste et membre de la section juive du PCF depuis son installation en France au milieu des années 1930. Responsable dès 1945 du centre de documentation de l'Union des Juifs pour la résistance et l'entraide (UJRE), il commença au même moment à collecter des témoignages sur les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale avec deux objectifs : contredire l'idée que les Juifs auraient été passifs pendant la guerre et rendre à la résistance juive sa position d'acteur dominant. Il publie de nombreux recueils de noms de résistants juifs, sans véritable méthode scientifique, participant ainsi aux constructions mémorielles communistes. Le colloque a enfin donné l'occasion de revenir sur l'expérience de l'historienne Annette Wieviorka (interrogée par Anaïs Kien, France Culture), dans la collecte de témoignages oraux des survivants de la Shoah des archives Fortunoff – notamment sur les modalités et difficultés d'une telle démarche. La branche française, dite « Témoignages pour mémoire », au départ quasi-exclusivement féminine, produit dans les années 1990 une centaine d'entretiens, à partir d'une grille constituée par des littéraires et psychologues de Yale University (témoignant du désintérêt ou du mépris de la majorité des historiens pour les sources orales à l'époque). L'historienne rappelle que le refus de témoigner de certains individus (et notamment les anciens kapos et membres de la police juive des ghettos) s'accompagne parfois d'expériences indicibles pour d'autres interviewés – le cas de rescapés victimes de stérilisation est ainsi évoqué. L'initiative prend toutefois fin au milieu des années 1990, du fait des divisions au sein de l'équipe française sur les usages des entretiens et de l'initiative parallèle de Steven Spielberg, autour de la Visual History Archive, qui remporte un plus grand succès.

En mobilisant des scientifiques de divers champs des études juives, ce colloque a réussi le pari de repenser les pratiques de collectes de témoignages écrits et oraux dans les mondes juifs européens et méditerranéens. Il est ainsi parvenu à rendre compte de la diversité des démarches de collecte de la parole en fonction des aires

NOTES DE LECTURE

culturelles, mais aussi des modalités et objectifs de ces collectes, parfois menées dans l'urgence, souvent co-construites et remaniées, et servant à la documentation des modes de vie, des violences subies, mais aussi de bien d'autres aspects de l'expérience des Juifs. Avant tout, cette manifestation a mis au jour la valeur historique incontestable (et pourtant longtemps niée) du témoignage pour faire une histoire des Juifs, et notamment de la Shoah.

Yacine Ben Salem

Marek EDELMAN

Ghetto de Varsovie. Carnets retrouvés

Avant-propos d'Aleksander Edelman, traduit du polonais par Zofia Lipecka, édition établie par Constance Pâris de Bollardière, Paris, Odile Jacob, 2022, 198 pages, 21,90 €

Emmanuel RINGELBLUM

Les Relations polono-juives à l'époque de la Deuxième Guerre mondiale

Traduit du polonais et du yiddish par Nathan Weinstock et Joanna Kubar, présenté et annoté par Nathan Weinstock et Daniel Tollet, Paris, Honoré Champion éditeur, 2021, 236 pages, 35 €

Grâce à deux éditions récentes, le lecteur francophone peut enfin avoir un accès direct à des témoignages inédits en français de deux figures majeures et indissociables de l'histoire du ghetto de Varsovie : l'historien du ghetto Emmanuel Ringelblum et le dirigeant bundiste de l'insurrection d'avril 1943, Marek Edelman.

Rédigé alors que Ringelblum vivait caché à Varsovie de l'autre côté du ghetto, qu'il avait pu quitter au début de l'année 1943, *Les Relations polono-juives à l'époque de la Deuxième Guerre mondiale* est un document historique d'une valeur inestimable. Dans le programme de recherche intitulé « Deux ans et demi » qui retrace le sort des populations juives polonaises depuis le début la guerre, le collectif Oneg Shabbat, équipe de chercheurs et collecteurs d'informations regroupés autour de Ringelblum, avait prévu un chapitre dédié aux relations polono-juives. Caché dans le bunker de la rue Grojecka, l'historien revient sur le sujet en rédigeant un manuscrit en polonais, presque sans ratures ni ajouts, et aisément datable du mois de septembre 1943, qu'il qualifie aussitôt, dans sa correspondance, d'essai rédigé à chaud et sans avoir à disposition tout le matériau nécessaire à cette étude. En effet, les dizaines de milliers de pages de documents rassemblées par l'équipe de Oneg Shabbat avaient déjà été enfouies sous terre dans le ghetto et lui étaient inaccessibles. Malgré tout,

l'historien parvient dans ce court essai à aborder les principales questions concernant les relations entretenues entre les Juifs et les Polonais, depuis les années 1930, mais surtout depuis l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale. Il revient, de manière plus émotionnelle qu'analytique, sur l'antisémitisme politique croissant en Pologne avant la guerre et estime, à juste titre, qu'il a pesé négativement sur les chances de survie des Juifs pendant la guerre. Il tente ensuite de brosser un portrait des attitudes des Polonais non juifs envers leurs concitoyens juifs. Sa culture politique – Ringelblum appartenait au parti sioniste de gauche, de tendance marxiste – le porte à analyser les faits au prisme des classes sociales. L'antisémitisme est donc rarement pour lui le fait des classes populaires, même s'il souligne aussi que le manque d'éducation est responsable de cette haine irrationnelle. Il décrit les maîtres-chanteurs (*szmalcowniki*) qui extorquent aux Juifs tous leurs biens en échange d'une non-dénonciation. Mais il évoque aussi l'intense contrebande judéo-polonaise entre le ghetto et l'extérieur, permettant aux reclus de survivre, et reconnaît le risque pris par les fraudeurs polonais – pour améliorer leur quotidien de privations. Il déplore également l'absence de réaction publique du clergé catholique, même s'il a connaissance et apprécie les initiatives individuelles de certains religieux, notamment pour cacher des enfants. Il critique enfin la résistance polonaise de l'Armée de l'intérieur (*Armia Krajowa*), dont il estime qu'elle aurait pu davantage aider les Juifs du ghetto. En somme, il tente l'exercice périlleux de la neutralité historique dans son analyse : s'il sait très bien que la majorité de la population polonaise fut indifférente au sort des Juifs, surtout à partir des grandes déportations de l'été 1942, il ne peut oublier qu'il doit sa vie à des Polonais non juifs qui lui ont procuré une cachette et assuré des moyens de survie dans Varsovie occupée. Bien entendu, l'historien ne pouvait avoir connaissance de l'ensemble des situations qui existaient au moment où il rédigeait son essai. Par ailleurs, l'évolution des attitudes fut constante – ce qu'il note du reste en rappelant le climat de solidarité interconfessionnelle à l'automne 1939 lorsqu'il s'agissait de combattre le même envahisseur. Climat rapidement brisé par les directives allemandes qui encouragèrent la violence antisémite perpétrée par les voisins polonais, dans les rues, dans les trains et même dans les camps de prisonniers de guerre. Si les connaissances historiques accumulées depuis permettent de nuancer quelques-unes des affirmations du chroniqueur, son texte n'en demeure pas moins un témoignage d'une infinie clairvoyance et très éclairant sur la multiplicité des liens entre Juifs et Polonais persistant par-delà les murs du ghetto. En ce sens, il complète fort utilement le célèbre journal du même historien, rédigé dans le ghetto et qui s'arrêtait à la fin de l'année 1942, dont une nouvelle et plus juste traduction était déjà parue en français en 2017². Ringelblum sauva son essai de la disparition en le confiant à son ami Adolf Berman, responsable du Comité national juif, organe regroupant les différents mouvements de résistance juive et chargé de coopérer avec la résistance polonaise à l'extérieur du ghetto. Si l'historien du ghetto ne vit pas la

2 Emanuel Ringelblum, *Oneg Shabbat. Journal du ghetto de Varsovie*, traduit et annoté par Nathan Weinstock et Isabelle Rozenbaum, Paris, Calmann-Lévy/Mémorial de la Shoah, 2017.

fin de la guerre, sa cachette ayant été découverte par la Gestapo sur dénonciation en mars 1944, ses écrits, eux, lui survécurent. En 1957, le rescapé Berman, qui avait quitté la Pologne pour Israël quelques années plus tôt, envoya les trois cahiers de son ami à l'Institut historique juif de Varsovie, qui abritait déjà les archives d'Oneg Shabbat et le journal de Ringelblum, exhumés des décombres du ghetto au sortir de la guerre. L'essai parut l'année suivante dans la revue de l'Institut, non sans une certaine ingérence des éditeurs dans le texte, tant au niveau du style que du vocabulaire, une entreprise courante dans la Pologne de l'époque communiste. C'est cette édition qui servit de base aux traductions en yiddish (1963) et en anglais (1974). La version française, qui paraît en 2022 sous la direction de Daniel Tollet et Nathan Weinstock, s'appuie sur une nouvelle édition polonaise (2018) qui a repris dans son intégralité le manuscrit original et a enrichi l'appareil de notes des derniers acquis de l'historiographie. Elle complète ainsi les *Notices et esquisses relatives au ghetto de Varsovie*, parues en 2020 chez le même éditeur – qui constituaient l'autre corpus de textes écrits par Ringelblum après sa fuite du ghetto – et jamais publiées autrement qu'en polonais.

Marek Edelman est un autre grand témoin et acteur du ghetto de Varsovie, dont le premier écrit, *Le ghetto lutte*, rédigé en polonais dès 1945, ne fut traduit en français qu'en 1983³. Par la suite, les souvenirs du chef bundiste de l'insurrection du ghetto, demeuré en Pologne après la guerre et jusqu'à sa mort en 2009, n'avaient été recueillis que par l'intermédiaire de journalistes. D'où l'importance de la découverte de ce texte inédit dans l'appartement familial, après le décès du père, par son fils Aleksander, venu pour l'enterrement de Paris où il avait émigré en 1972. Dans un tiroir, il trouve trois carnets, écrits à la fin de l'année 1967 alors que Marek Edelman, devenu cardiologue dans la Pologne populaire, venait d'être renvoyé de son travail. Au lendemain de la guerre des Six Jours, qui crée un élan de solidarité au sein de l'élite intellectuelle polonaise pour l'État d'Israël qui se bat contre l'ensemble des pays arabes soutenus par la puissante Union soviétique, a commencé, discrète, la répression contre les citoyens polonais d'origine juive, commodes boucs émissaires de l'agitation politique qui gronde.

C'est le moment choisi par Edelman pour revenir sur les années du ghetto, probablement comme une réponse aux vexations à nouveau subies par les Juifs en Pologne. Dans ces trois carnets, il se concentre non pas sur l'insurrection d'avril 1943, déjà relatée dans le récit fondateur de 1945, mais sur le quotidien d'une vie de résistance entre le début de la guerre, en septembre 1939, et la fin des grandes déportations dans le ghetto à l'automne 1942. La narration est souvent fragmentaire et décousue, si bien que l'on se demande si ce texte, demeuré inachevé, avait ou non vocation à être publié. Les carnets sont en tout cas clairement destinés à son épouse, Anna Margolis-Edelman, en dédicace de la note finale du texte et incidemment convoquée par moments – « Ici

3 Marek Edelman et Hanna Krall, *Mémoires du ghetto de Varsovie : un dirigeant de l'insurrection raconte*, préface de Pierre Vidal-Naquet, traduit du polonais et textes annexes de Pierre Li et Maryna Ochab, Paris, éditions du Scribe, 1983.

tu vas sûrement sourire et penser que je me raconte des histoires » (p. 50). Marek Edelman fournit en premier lieu des informations précises, noms, pseudonymes et description de dizaines de militants et combattants juifs, pour l'essentiel issus de sa famille politique, le Bund, ou de l'organisation de jeunesse associée, le *Tsukunft* (Avenir). Ce faisant, il leur redonne vie et les préserve de l'oubli, à une période où les commémorations polonaises officielles de l'insurrection du ghetto de Varsovie ne mentionnaient guère d'autres groupements armés juifs que les communistes. Mais le texte fournit aussi d'importantes informations sur la vie quotidienne dans le ghetto, comme le fonctionnement de l'hôpital ; la parution et la diffusion clandestine des journaux ; le sort des archives du Bund, organisées séparément de la collecte menée en parallèle par l'équipe d'Oneg Shabbat ; les tueries des 17 et 18 avril 1942, au cours de laquelle les Allemands fusillèrent cinquante-deux personnes visées pour des faits de résistance ou encore les réactions des habitants du ghetto aux grandes rafles de l'été 1942. Enfin, Marek Edelman livre pour la première fois des éléments de son expérience personnelle qu'il n'avait pas pu raconter dans le grand récit collectif qu'était *Le ghetto lutte*. Il le fait dans un style épuré et très visuel : « Soudain, sur l'escalier tout près, j'entends des hurlements bien connus. Ce sont les Ukrainiens, en train de démolir les appartements. Pas moyen, il faut se cacher [...] Je sais que cette fois, je suis cuit. Les Ukrainiens déplacent toutes les armoires. [...] Je ne respire plus. Je sens qu'ils m'arrachent de ma cachette, deux tirs et c'est fini. Mais non, ils sont partis » (p. 108). Ces carnets, retrouvés en 2009, n'ont été publiés en Pologne qu'en 2017. Leur traduction française, réalisée par la belle-fille de Marek Edelman, Zofia Lipecka, permet au public francophone de mieux connaître l'univers de cette figure légendaire, en apparence si familière et pourtant toujours mystérieuse. L'édition critique établie par Constance Pâris de Bollardière est claire et soignée, avec une utile chronologie et surtout de précieuses notices biographiques permettant au lecteur de se repérer dans un texte qui fourmille de prénoms et de pseudonymes.

Au total, ces deux publications viennent enrichir l'important corpus de témoignages sur le ghetto de Varsovie et illustrent l'acuité de réflexivité de la part de deux hommes ayant acquis le statut de symbole, mais qui ici parlent au nom de et en hommage aux centaines de milliers d'anonymes, afin que ces derniers ne sombrent pas dans l'oubli.

Audrey Kichelewski